



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/RES/47/212 B
20 mai 1993

Quarante-septième session
Points 103 et 104 de l'ordre du jour

RESOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Cinquième Commission (A/47/932)]

47/212. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies et budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993

B 1/

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986, 42/211 du 21 décembre 1987, 43/213 du 21 décembre 1988, 44/200 A à C et 44/201 A et B du 21 décembre 1989, S-18/3 du 1er mai 1990, 45/199, 45/248 A et B, 45/253 et 45/254 A à C du 21 décembre 1990, 45/264 du 13 mai 1991, 46/232 du 2 mars 1992, 46/235 du 13 avril 1992, 47/199 du 22 décembre 1992 et 47/212 A et 47/213 du 23 décembre 1992,

Réaffirmant les attributions et les pouvoirs qui l'habilitent à examiner et à approuver le budget de l'Organisation, de même, à cet égard, que le rôle lui incombant en ce qui concerne la structure du Secrétariat et la création, la suppression et le redéploiement des postes financés sur le budget ordinaire de l'Organisation,

1/ En conséquence, la résolution 47/212 du 23 décembre 1992 doit être considérée comme étant la résolution 47/212 A.

Réaffirmant également les responsabilités du Secrétaire général, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation,

Rappelant le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation,

Confirmant les priorités énoncées dans le plan à moyen terme pour la période 1992-1997, telles qu'elle les a révisées et approuvées par sa résolution 47/214 du 23 décembre 1992,

Ayant à l'esprit que l'un des centres des Nations Unies, Siège de l'Organisation, se trouve à New York et qu'il existe actuellement trois autres centres des Nations Unies, à savoir ceux de Genève, Nairobi et Vienne,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées demandées par elle dans sa résolution 47/212 A 2/,

Ayant examiné également le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 3/,

Ayant examiné en outre la lettre adressée par le Président du Comité des conférences au Président de la Cinquième Commission 4/,

Tenant compte des opinions exprimées par les Etats Membres,

I

1. Approuve l'ouverture d'un crédit révisé de 2 467 458 200 dollars des Etats-Unis pour l'exercice biennal 1992-1993, compte tenu de la restructuration;

2. Approuve également, sous réserve des dispositions de la présente section et des sections II et III de la présente résolution, les propositions de transfert de ressources entre chapitres du budget reflétées dans l'annexe à la présente résolution et souscrit aux recommandations et observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

3. Approuve en outre les propositions du Secrétaire général

2/ A/C.5/47/88.

3/ A/47/7/Add.15.

4/ A/C.5/47/92.

/...

concernant les postes de rang élevé avec les modifications suivantes :

a) Décide de différer sa décision sur la proposition du Secrétaire général tendant à supprimer les quatre postes de rang élevé attribués au Département de l'administration et de la gestion et, à cet égard, le prie de revoir ses propositions concernant ces postes en veillant, eu égard aux observations et à la recommandation du Comité consultatif ainsi qu'aux opinions exprimées par les Etats Membres, à ce que les plus hauts fonctionnaires de ce département soient investis d'une autorité équivalant à celle de leurs homologues d'autres départements;

b) Prie le Secrétaire général de continuer à essayer de s'entendre dans les meilleurs délais avec le Directeur général de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce sur la nomination du fonctionnaire appelé à occuper le poste de directeur exécutif du Centre du commerce international (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement/Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à sa classe actuelle;

c) Décide de différer sa décision sur la proposition du Secrétaire général tendant à supprimer le poste de secrétaire général adjoint au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et le prie de revoir sa proposition et de rendre compte, dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, des dispositions qui auront été prises au sujet des services de secrétariat à prévoir pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement et Habitat à l'avenir, y compris la question d'une direction distincte pour Habitat, en tenant compte des opinions et des recommandations de la Commission des établissements humains, du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Conseil économique et social, ainsi que des opinions exprimées par les Etats Membres;

II

1. Insiste à nouveau sur l'importance du dialogue que les Etats Membres et le Secrétaire général se doivent de mener au sujet de la restructuration du Secrétariat;

2. Souligne que la restructuration du Secrétariat devrait être assurée en conformité avec les directives données par elle, avec le règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation et avec le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies;

3. Insiste sur l'importance d'une bonne coordination des activités des départements et services responsables des questions économiques et sociales et note l'intention du Secrétaire général de s'employer personnellement à cette tâche et de mettre en place des mécanismes internes de

/...

coordination à cet effet, en veillant plus précisément à ce que soient mieux assurées la coordination et la complémentarité des diverses activités de l'Organisation, y compris celles que mènent les départements du Siège, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Programme des Nations Unies pour le développement, à l'appui en particulier des programmes axés sur l'Afrique et les pays les moins avancés;

4. Répète qu'il est indispensable que soient intégralement et efficacement exécutés tous les programmes et sous-programmes, tels qu'ils sont énoncés dans le plan à moyen terme pour la période 1992-1997, dans les révisions y relatives, dans le budget-programme et dans les autres mandats pertinents de l'Assemblée générale, conformément au règlement et aux règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation;

5. Note que le Secrétaire général a indiqué que la phase suivante de la restructuration du Secrétariat dans les secteurs économique et social entraînerait une décentralisation des activités, dont une plus grande part serait confiée au personnel sur le terrain et aux commissions régionales, et souligne que sa proposition concernant ladite décentralisation doit, pour ce qui est du personnel sur le terrain, être conforme à la résolution 47/199 de l'Assemblée générale et, pour ce qui est des commissions régionales, être conforme aux critères fixés par l'Assemblée et le Conseil économique et social dans leurs mandats respectifs et se fonder sur leurs avantages relatifs clairement identifiés;

6. Note également que les modalités de l'incorporation proposée du Bureau des services d'appui aux projets du Programme des Nations Unies pour le développement au Département des services d'appui et de gestion pour le développement seront d'abord examinées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, puis par l'Assemblée générale, compte tenu d'un rapport du Secrétaire général sur les travaux du Groupe d'étude mentionné au paragraphe 103 de son rapport 2/, qui traitera notamment des aspects financiers pertinents;

7. Invite les organes intergouvernementaux concernés à lui faire connaître aussitôt que possible, par l'intermédiaire du Comité des conférences, les conséquences globales de l'application de sa résolution 40/243 du 18 décembre 1985 quant aux lieux de réunion des organes intergouvernementaux dont le secrétariat est touché par la restructuration actuelle;

8. Prie le Secrétaire général, dans le contexte du processus actuel de restructuration d'ensemble et compte tenu de la nécessité d'améliorer l'efficience et l'efficacité de l'Organisation conformément aux principes énoncés dans sa résolution 46/232, de réexaminer le rôle du Siège, des centres, des commissions régionales et des bureaux extérieurs de l'Organisation, en particulier pour ce qui est des centres de Vienne et de

/...

Nairobi, en vue d'améliorer la répartition des responsabilités entre eux, sur la base de leurs avantages relatifs;

9. Accueille avec satisfaction, à cet égard, l'intention du Secrétaire général, exprimée au paragraphe 19 de son rapport, d'envisager une redistribution des activités qui permette de définir plus clairement les objectifs de chaque programme de l'Organisation et de donner à chacun des centres une orientation plus précise et prie le Secrétaire général de lui présenter, conformément aux principes et directives énoncés dans sa résolution 46/232, des propositions adéquates, dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, pour refléter le statut du centre situé à Nairobi;

10. Accueille également avec satisfaction, à cet égard, l'intention du Secrétaire général, exprimée au paragraphe 67 de son rapport, de déterminer, sur la base des méthodes appliquées dans l'opération actuelle de restructuration, quelles seraient les activités qui, conformément aux principes et directives énoncés dans sa résolution 46/232, gagneraient à être transférées à Vienne et le prie de lui présenter des propositions adéquates dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995;

11. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que toutes propositions futures prévoyant des modifications majeures dans l'organisation du Secrétariat soient assorties d'un calendrier d'exécution et, dans la mesure du possible, soient présentées dans le contexte des projets de budget-programme biennaux;

12. Réitère, dans ce contexte, la demande que, au paragraphe 6 de la section II de sa résolution 47/212 A, elle a faite au Secrétaire général de communiquer au Comité du programme et de la coordination et aux autres organismes intergouvernementaux concernés tout renseignement utile pour leur permettre d'identifier et d'analyser les aspects de la restructuration du Secrétariat qui touchent les programmes et les incidences qui en découlent dans les domaines de leur compétence;

III

1. Approuve l'engagement que le Secrétaire général a pris de renforcer le rôle de l'Organisation dans la coopération économique et sociale internationale, grâce notamment à la restructuration du Secrétariat;

2. Note l'engagement que le Secrétaire général a pris de faire en sorte que l'intégration des activités résultant de ses propositions de restructuration, y compris la création du Département de la coordination des politiques et du développement durable, du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques et du Département des

/...

services d'appui et de gestion pour le développement, se traduise par des améliorations dans l'exécution des programmes et par des économies d'échelle;

3. Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarante-huitième session, des renseignements détaillés et précis sur toutes les dépenses et les économies que la première et la deuxième phase de la restructuration du Secrétariat auront entraînées au cours de l'exercice biennal 1992-1993;

4. Prie également le Secrétaire général, lorsqu'il donnera effet à la restructuration du Secrétariat et qu'il établira le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995 sur la base, notamment, de sa résolution 47/213, de veiller à :

a) Tenir pleinement compte des résultats de la consultation des organes intergouvernementaux prévue au paragraphe 6 de la section II de sa résolution 47/212 A et de la concrétisation des révisions apportées au budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993 dans le cadre de la restructuration;

b) Prévoir des ressources adéquates et désigner clairement les unités administratives compétentes, au niveau approprié, pour assurer l'exécution de tous les programmes et activités, en particulier ceux que concerne la phase actuelle de la restructuration, notamment les programmes touchant le développement de l'Afrique, les pays les moins avancés, les sociétés transnationales, la science et la technique au service du développement et le développement social, les activités récemment prescrites pour la protection du climat mondial et l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification, en particulier en Afrique;

c) Coordonner plus étroitement avec le Programme des Nations Unies pour le développement les activités relatives à la science et à la technique, afin d'améliorer la gestion du Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement;

d) Maintenir le caractère intégré de toutes les activités touchant les sociétés transnationales;

e) Examiner les activités proposées des nouvelles unités administratives pour s'assurer qu'elles répondent aux préoccupations exprimées aux paragraphes 9 et 24 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 3/ et incorporer les résultats de cet examen dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, eu égard au fait que les modalités de la présence et de la représentation de l'Organisation et ses fonctions sur le terrain sont définies dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

/...

f) Elaborer des propositions visant à améliorer l'exécution des programmes et à éliminer les activités jugées dépassées ou superflues, et les présenter pour examen aux organes intergouvernementaux compétents, conformément à l'article 4.6 du règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation;

g) Refondre ses propositions touchant le Département de l'administration et de la gestion et le Département de l'information, compte dûment tenu des observations formulées au paragraphe 33 du rapport du Comité consultatif et des décisions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment de sa résolution 47/202 C du 22 décembre 1992;

h) Refléter toutes les économies et toutes les dépenses supplémentaires qui découleront de la restructuration, conformément au deuxième alinéa de l'introduction du rapport du Secrétaire général et aux paragraphes 25 à 27 du rapport du Comité consultatif;

5. Note que les ressources allouées aux départements touchés par la restructuration seront réexaminées dans le cadre des procédures fixées pour l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, de manière à assurer la bonne exécution des programmes, compte tenu de l'élaboration en cours de normes de production et d'autres méthodes de gestion, comme il est demandé dans la section I de sa résolution 47/212 A;

6. Invite le Secrétaire général, dans le cadre de l'exécution de la phase actuelle de restructuration du Secrétariat, à examiner les activités intéressant les pays dont l'économie est en transition, conformément aux mandats pertinents énoncés dans ses résolutions et compte tenu des observations formulées par le Comité consultatif au paragraphe 9 de son rapport;

7. Invite également le Secrétaire général, dans la recherche d'une efficacité accrue, à assurer la rationalisation des méthodes de travail au sein de chaque département du Secrétariat, afin de veiller à ce que les ressources soient utilisées au mieux et à ce que les directeurs de programme assument pleinement leur obligation redditionnelle;

8. Prie le Secrétaire général d'inclure dans le rapport qu'il lui présentera à sa quarante-huitième session au titre du point de l'ordre du jour relatif à l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des informations sur l'action qu'il mène pour améliorer l'efficacité de cette dernière;

9. Confirme la demande qu'elle a formulée dans la section V de sa résolution 47/214, tendant à ce que le Secrétaire général institue un système assurant que les directeurs de programme assument leur obligation

/...

redditionnelle et à ce qu'il lui rende compte à ce sujet à sa quarante-huitième session;

10. Approuve les observations formulées par le Comité consultatif au paragraphe 34 de son rapport et prie instamment le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour renforcer et rendre plus efficaces la planification, la gestion et l'appui administratif au sein des départements chargés des opérations de maintien de la paix et entre ces départements, y compris la Division des opérations hors Siège, de même qu'à l'intérieur du Département des affaires humanitaires;

11. Approuve également les observations formulées par le Comité consultatif aux paragraphes 35 et 36 de son rapport et réaffirme que les virements de crédits d'un chapitre à l'autre du budget-programme doivent être effectués conformément aux dispositions de l'article 4.5 du règlement financier et de la règle de gestion financière 104.4;

12. Note l'intention du Secrétaire général d'étudier la possibilité de créer une classe D-3, le prie de tenir pleinement compte des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif dans son rapport et, à cet égard, approuve l'observation précise formulée au paragraphe 48 de ce dernier;

13. Fait sienne l'opinion exprimée par le Comité des conférences dans la lettre adressée par le Président du Comité au Président de la Cinquième Commission 4/;

14. Invite le Secrétaire général, s'agissant en particulier de la politique de l'Organisation en matière de publications, à assurer l'appui voulu au Comité des conférences grâce, notamment, à une étroite coordination entre départements et services concernés.

102e séance plénière
6 mai 1993

/...

ANNEXE

Restructuration du Secrétariat

Répartition par chapitre des crédits révisés

(En dollars des Etats-Unis)

<u>Chapitres</u>	<u>Crédits approuvés par la résolution 47/220 A</u>	<u>Crédits révisés</u>	<u>Majorations (ou diminutions)</u>
1er. Politique, direction et coordination d'ensemble	34 621 700	34 290 900	(330 800)
2. Opérations de maintien de la paix et missions spéciales	109 088 400	109 088 400	-
3. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité	4 001 200	4 001 200	-
4. Affaires politiques, affaires de l'Assemblée générale et services de secrétariat	3 261 700	2 971 100	(290 600)
5. Désarmement	4 577 500	3 964 100	(613 400)
6. Questions politiques spéciales, coopération régionale, tutelle et décolonisation	2 851 500	2 851 500	-

/...

<u>Chapitres</u>	<u>Crédits approuvés par la résolution 47/220 A</u>	<u>Crédits révisés</u>	<u>Majorations (ou diminutions)</u>
7. Elimination de l'apartheid	2 130 900	1 861 300	(269 600)
8. Cour internationale de Justice	18 485 000	18 485 000	-
9. Activités juridiques	5 342 600	5 342 600	-
10. Droit de la mer et affaires maritimes	2 312 900	2 022 300	(290 600)
11. Développement et coopération économique internationale	14 499 100	11 360 200	(3 138 900)
12. Programme ordinaire de coopération technique	40 146 200	40 146 200	-
13. Département des affaires économiques et sociales internationales	13 737 600	13 177 400	(560 200)
14. Département de la coopération technique pour le développement	6 786 300	6 786 300	-
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	92 514 000	96 927 200	4 413 200
16. Centre du commerce international	18 489 800	18 489 800	-

/...

<u>Chapitres</u>	<u>Crédits approuvés par la résolution 47/220 A</u>	<u>Crédits révisés</u>	<u>Majorations (ou diminutions)</u>
17. Programme des Nations Unies pour l'environnement	12 832 100	12 332 300	(499 800)
18. Centre pour la science et la technique au service du développement	1 402 700	1 133 100	(269 600)
19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	12 029 900	12 029 900	-
20. Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales	3 748 300	3 478 700	(269 600)
21. Développement social et affaires humanitaires	14 700 300	10 492 900	(4 207 400)
22. Contrôle international des drogues	13 383 800	13 383 800	-
23. Commission économique pour l'Afrique	72 049 300	72 049 300	-
24. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	55 301 900	55 301 900	-

/...

<u>Chapitres</u>	<u>Crédits approuvés par la résolution 47/220 A</u>	<u>Crédits révisés</u>	<u>Majorations (ou diminutions)</u>
25. Commission économique pour l'Europe	42 509 800	42 509 800	-
26. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	67 350 700	67 350 700	-
27. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	45 333 900	45 333 900	-
28. Droits de l'homme	25 007 500	25 158 600	151 100
29. Protection des réfugiés et assistance aux réfugiés	63 611 700	63 611 700	-
30. Secours en cas de catastrophe	2 010 600	2 010 600	-
31. Information	103 006 000	111 842 000	8 836 000
32. Services de conférence	106 441 400	106 150 800	(290 600)
33. Administration et gestion	103 110 200	103 110 200	-
34. Dépenses spéciales	47 661 700	47 661 700	-
35. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	98 850 200	98 850 200	-

/...

<u>Chapitres</u>	<u>Crédits approuvés par la résolution 47/220 A</u>	<u>Crédits révisés</u>	<u>Majorations (ou diminutions)</u>
36. Contributions du personnel	402 034 500	401 130 600	(903 900)
37. A. Département des affaires politiques	41 011 000	41 399 800	388 800
B. Division de l'espace extra-atmosphérique	2 074 300	2 367 100	292 800
38. Activités juridiques	24 155 600	24 155 600	-
39. A. Coordination des politiques et développement durable	-	16 966 500	16 966 500
B. Information économique et sociale et analyse des politiques	-	16 664 700	16 664 700
C. Services d'appui et de gestion pour le développement	-	10 843 500	10 843 500
D. Organes directeurs	-	2 002 100	2 002 100
E. Département du développement économique et social	82 116 600	41 587 000	(40 529 600)
40. Département des affaires humanitaires	9 870 700	10 216 400	345 700

....

<u>Chapitres</u>	<u>Crédits approuvés par la résolution 47/220 A</u>	<u>Crédits révisés</u>	<u>Majorations (ou diminutions)</u>
41. Administration et gestion	<u>643 588 100</u>	<u>634 567 300</u>	<u>(9 020 800)</u>
Total	<u>2 468 039 200</u>	<u>2 467 458 200</u>	<u>(581 000)</u>